

l'oblige à avoir une politique de soutien du paysan « solvable » ; quant à la coopération comme chemin d'accès au socialisme, cher aux créateurs de la nouvelle théorie, voici à quoi elle aboutit dans de nombreux cas, d'après *La Pravda* du 11 juin 1927 :

« Dans le gouvernement de Samara, il y a actuellement 2.201 économies collectives. Dans cette dernière année, le nombre a augmenté de 160. Mais elles sont mal servies par la coopération et les organes agricoles. Le résultat est que plus de 50 % de ces économies sont « sauvages », c'est-à-dire existant séparément et n'entrant pas dans le système de la coopération rurale. La plupart des économies collectives ne sont pas organisées agrairement et ne se distinguent pas des économies paysannes individuelles... »

La propriété individuelle agraire se renforce donc au lieu de disparaître. La voie de la coopération qui peut mener au socialisme dans les campagnes, est plus précisément en l'espèce une voie menant au capitalisme. Que fait-on pour multiplier les entreprises collectives agricoles d'Etat ? Cherche-t-on à créer, de place en place, des « îlots socialistes » destinés à démontrer, par la pratique, les avantages du travail collectif ? Hélas ! non. Le nombre des exploitations de ce type, fourni par les statistiques officielles, quoique bien insuffisant, pourrait néanmoins laisser croire aux moins avertis qu'un effort est tenté dans ce sens : en réalité, les statistiques ne précisent pas que les exploitations collectives d'Etat sont pour la plupart des entreprises forestières, laiteries, fromageries, venant de l'ancien régime, et dont le partage ne put être opéré. Mais des entreprises spécifiquement agraires, combien en existe-t-il ? Mieux même, pourquoi, dans un régime où l'on prétend que le prolétariat est maître de ses destinées, tolère-t-on que des centaines de milliers de chômeurs vivent misérablement, alors qu'ils pourraient améliorer leur sort par des travaux maraichers, et, de ce fait, se procurer des moyens de subsistance plus abondants ? Est-il impossible de créer, aux environs des centres urbains, des exploitations maraichères cultivées par des chômeurs ? Non, sans doute. Varga, dans son livre : *La Dictature du prolétariat*, ne nous parle-t-il pas de semblables tentatives ébauchées victorieusement dans les environs de Buda-Pesth, sur l'ancien champ de course, précise-t-il ? Boukharine, dans son *A. B. C. du Communisme* (page 204), ne traite-t-il pas le même point de vue ? Et que dit-il ?

« Il est indispensable que chaque ville soit en possession d'un terrain suffisant pour produire les légumes nécessaires à tous ses habitants. »

« ...Il est possible aussi, avec une bonne exploitation agricole urbaine, de fournir aux travailleurs non-seulement des pommes de terre et des choux, mais aussi les légumes secs. »

« ...Une certaine partie de la population urbaine peut, dans les années qui vont suivre, prendre part aux travaux des champs sans faire tort à l'industrie sur les terres de la grande exploitation agricole citadine. »

Ceci, dira-t-on, était écrit avant la Nep, mais si la Nep fut une « manœuvre stratégique » destinée à permettre à la Révolution russe de regrouper ses forces pour repartir à l'attaque décisive des survivances capitalistes, pourquoi le

regroupement des forces sur le front agraire ne s'opère-t-il pas, entre autres moyens, avec celui préconisé par Boukharine dans son livre ? Voilà une voie qui mène au socialisme, voilà un moyen de réaliser effectivement la « smichka » ou liaison entre le prolétariat et la paysannerie pauvre, voilà un débouché — en attendant l'extension de l'industrie — pour les chômeurs.

Mais, précisément, ceux qui, comme Boukharine, furent, dans les années révolutionnaires de 1917-1921, les interprètes du prolétariat industriel, sont devenus — quoi qu'ils s'en défendent — les interprètes de la petite production morcelée. Si on appliquait sérieusement les propositions de culture collective, on saperait la base économique petite-bourgeoise des campagnes, et le néo-bolchevisme dans son opportunisme envers la paysannerie moyenne et riche qui fournit la production aux villes, se manifeste objectivement comme une doctrine économique réactionnaire et non-Marxiste.

Voilà comment l'U. R. S. S. a réalisé le premier postulat de la société socialiste dans les campagnes.

Dans les villes, nous verrons, par la suite, que si la grosse industrie, les transports, les banques, les établissements commerciaux furent nationalisés et placés entre les mains du nouvel Etat, nous sommes loin encore de pouvoir constater que tout cet appareil de production est effectivement dirigé par les producteurs.

L'Economie par Plan

L'économie par plan se heurte à des difficultés présentement très difficiles à surmonter. La production capitaliste est, comme nous le savons, une production anarchique ; basée sur la propriété privée des moyens de production, travaillant pour le marché et en vue du profit, elle subit les effets logiques de lois économiques qu'elle déclenche : Surproduction en général, surproduction dans certaines branches, sous-production dans d'autres, chômage, krachs, faillites, etc. C'est une caractéristique de grande valeur de la société socialiste de supprimer un tel état de choses. Pour la première fois dans l'histoire, une société économique parviendra alors à dominer les lois économiques qualifiées d'« immanentes » et d'« éternelles » par les économistes bourgeois, à organiser rationnellement toute la production sociale en actionnant celle-ci non en vue du marché et du profit individuel, mais pour les besoins et le bien-être général. Ceci sera réalisé avec l'économie par plan, c'est-à-dire en tenant compte du nombre des productifs et des non-productifs, des possibilités de production et des nécessités de la consommation de toute la société nouvelle.

En U. R. S. S., l'immense majorité de la production agraire échappe au plan d'Etat. Dans les agglomérations citadines, près de quatre millions d'artisans travaillent isolément à la manière capitaliste, c'est-à-dire anarchiquement ; dix ans après la Révolution d'octobre, à peine 20 % d'entre eux sont organisés en « Artel », ou, autrement dit, en groupement corporatif chargé de défendre des intérêts personnels et non sociaux.

Sur ce pourcentage, combien dont la production est englobée dans le plan d'Etat ? Il serait intéressant de le savoir.

La grande industrie, quoique commandée presque entièrement par le plan d'Etat, aboutit, dans les conditions actuelles de l'U. R. S. S., à des résultats très sensiblement différents de ceux qui doivent découler d'une telle application dans un régime socialiste : au monopole avec tous ses côtés pernicieux. Protégée par le monopole du commerce extérieur, n'étant pas concurrencée sur le marché intérieur, n'étant pas dirigée par les producteurs eux-mêmes, elle s'alourdit, voit ses frais généraux se grever du fait de l'entretien d'une bureaucratie routinière et amorphe, et ses prix de production déterminés essentiellement non par le travail incorporé et les besoins de renouvellement du capital fondamental, non par la confrontation avec les prix mondiaux et par la concurrence, mais par des mesures interventionnistes du pouvoir d'Etat, qui font de la grande industrie nationalisée une industrie de monopole avec tous ses côtés négatifs.

L'économie par plan en U. R. S. S. offre un sujet d'étude très intéressant ; dans son ensemble, elle constitue une tentative ayant des côtés positifs très encourageants ; mais, ici, nous devons signaler que la véritable économie par plan doit englober dans une véritable société socialiste l'immense majorité de TOUTE la production sociale. Ce n'est qu'à cette condition essentielle que l'on peut contrôler, guider, dominer les lois économiques et éviter tous les inconvénients inhérents aux systèmes économiques anarchiques. C'est seulement par ce moyen que l'économie socialiste prouvera sa supériorité réelle sur l'économie capitaliste.

En U. R. S. S., la réalisation de ce deuxième postulat, n'en est qu'à son ébauche, pour des raisons de force majeure sans doute, contre lesquelles la volonté des hommes, même armés des meilleures intentions, ne peut rien. Mais nous n'avons ici qu'à analyser la situation, qu'à faire le bilan du « socialisme » que l'on nous présente...

La suppression des classes

L'abolition des classes, qui fut économiquement réalisée par octobre 1917, dut battre en retraite devant les exigences de la base économique. L'instauration de la propriété privée s'accompagne de ses phénomènes habituels et inévitables : inégalités économiques et, par conséquent, sociales ; d'où création, à la campagne, de couches diverses estampillées officiellement : paysans koulaks, paysans aisés, paysans aisés moyens, paysans moyens, paysans pauvres et ouvriers agricoles, c'est-à-dire existence d'une base économique engendrant les classes que l'on avait voulu abolir.

À la ville, la différenciation des classes s'opère également.

Le centralisme oligarchique, la prédominance absolue de l'appareil, la monopolisation de tous les moyens d'expression politiques et économiques, entre les mains d'une fraction dirigeante, créent nécessairement une bureaucratie, une caste de fonctionnaires, bureaucratie détachée des masses

ou liée artificiellement, et s'imprégnant de toutes les tares habituelles : conservatisme social, parce qu'elle est intéressée à sa sinécure ; mesquineries, jalousies, intrigues, favoritisme, comme moyens d'éliminer, de s'élever et de parvenir. C'est l'opposé du gouvernement des masses populaires par elles-mêmes et pour elles-mêmes, c'est la naissance d'une couche dérivant, tôt ou tard, en classe privilégiée.

Au XIV^e Congrès, Staline, dans son rapport sur la situation économique de l'U. R. S. S., fixait à 1 million le nombre de journaliers agricoles pour avril 1924 et à 1.200.000 pour le 1^{er} octobre 1925.

La Pravda du 11 juin 1927 publie :

« ...Les statistiques nous indiquent que dans certaines régions (Crimée, Caucase du Nord, etc.), jusqu'à 30 et 50 % de la main-d'œuvre est effectivement concentrée dans les économies du type exploitateur koulak. »

Dans les économies rurales individuelles et les sociétés rurales de l'U. R. S. S., en août 1926, d'après les données du C. E. O. U., on comptait 1.967.000 salariés (sans le Zakavkaz, Kozakctan, Yakoutskaia et les républiques d'Extrême-Orient) et avec ces dernières près de 2.200.000. Dans ce nombre, 1.600.000 ont été occupés dans les économies rurales individuelles, et les autres dans les sociétés rurales, particulièrement comme bergers.

« ...Ainsi dans la base de discussion sur les ouvriers salariés à terme dans les économies rurales, on doit tenir compte que les trois quarts sont des prolétaires ruraux typiques dont la seule ressource est le travail salarié. Maintenant résumons, le travail loué commence à avoir une large application dans les économies rurales, le nombre des ouvriers occupés dans les économies rurales et représentant dans sa masse, des prolétaires ruraux typiques, croît. La masse principale des employeurs sont les économies moyennes et partiellement pauvres ; mais, en même temps, le louage capitaliste commence à jouer un grand rôle et exige le renforcement de la protection des intérêts ouvriers. »

En août 1927, un document illégal signé des noms les plus marquants de l'Opposition russe, évalue à 3 millions le nombre des ouvriers agricoles salariés, n'ayant d'autres moyens de subsistance que la location de leur force-travail.

Pour expliquer cette situation, on a créé de nouvelles théories pleines de sophismes. Si on ne peut fermer les yeux devant la différenciation des classes à la campagne, on s'en console aisément mais grossièrement, comme l'a fait Boukharine au cours d'un Rapport désormais resté célèbre, en déclarant que la différenciation des classes à la campagne ne peut atteindre un degré aigu et un rythme accéléré, comme dans les pays capitalistes. « C'est impossible chez nous, disait-il, du seul fait de la nationalisation du sol. » Depuis quand explique-t-on les faits par la théorie et non la théorie par les faits ? N'est-ce pas là un signe caractéristique de dégénérescence idéologique ? Malgré « l'impossibilité théorique » de Boukharine, la différenciation des classes s'opère dans les campagnes ; comment Boukharine, qui connaît bien l'histoire du Parti bolchevik peut-il avoir oublié la polémique entre Lénine et Plékhanof, en 1903, précisément sur le caractère de la nationalisation du sol : Lénine démontra, à l'aide du *Capital*, de Marx, que la nationalisation du sol n'est pas forcément une mesure socialiste ; qu'elle est, au contraire, propice au développement de la produc-